



Agenda pour le Développement du G20 à Séoul : ce qu'il reste à faire pour la France

Vendredi 12 novembre

Les pays du G20, réunis à Séoul, ne tirent pas les leçons de la crise économique et financière récente. L'agenda du « développement » présenté dans la déclaration finale du sommet, reprend nombre de vieilles recettes qui ont pourtant échouées (libéralisation du commerce, soutien au secteur privé, politiques d'attraction des investissements directs étrangers, croissance). Loin de partir des priorités des pays en développement, cet agenda a notamment pour objet d'ouvrir et de renforcer les marchés au Sud afin qu'ils puissent soutenir la reprise économique mondiale. Cependant, le CCFD-Terre Solidaire accueille avec intérêt l'intégration de l'évasion fiscale dans cet agenda du développement, fruit depuis deux ans d'une importante mobilisation de la société civile.

Parmi les grands chantiers de l'agenda développement, le CCFD-Terre Solidaire recense les défis pour la présidence française du G20 qui démarre ce soir.

Lutte contre l'évasion fiscale dans les pays en développement : les pays du G20 ouvrent un chantier majeur

Dans leur déclaration finale, les membres du G20 ont explicitement mentionné l'évasion fiscale - notamment celle pratiquée par les entreprises multinationales - et les paradis fiscaux comme un défi majeur pour les pays en développement. En effet ce sont chaque année, 800 milliards d'euros qui s'échappent des pays du Sud et sont détournés dans les paradis fiscaux. Les entreprises multinationales sont en grande partie responsables de cette évasion fiscale qui prive les Etats des ressources nécessaires pour mener les politiques de développement dont ils ont besoin en matière d'agriculture, de santé, d'éducation, etc.

« La décision des membres du G20 de mettre l'accent sur le problème de l'évasion fiscale dans l'agenda développement est bienvenue car jusqu'à présent, les pays du Sud n'avaient absolument pas bénéficié des progrès accomplis en matière de lutte contre les paradis fiscaux », se félicite Mathilde Dupré, responsable financement du développement. « Il revient maintenant à la France de se saisir de cette opportunité pour faire du G20 de novembre 2011 un rendez-vous majeur dans la lutte contre l'évasion fiscale et la fin de l'opacité des pratiques des entreprises multinationales ».

Taxes sur les transactions financières : une priorité française compromise ?

La France qui affichait sa volonté d'obtenir des avancées concrètes dans la mise en place de taxes sur les transactions financière (TTF), aura peu d'éléments sur lesquels s'appuyer pour inviter les pays du G20 à traiter le sujet en 2011. En effet, malgré la publication récente de plusieurs rapports validant leur faisabilité technique et juridique, la question des taxes internationales continue de diviser fortement les pays du G20.

« *Pour construire un consensus sur les TTF, la France devra faire la preuve de sa détermination politique en commençant par instaurer de tels mécanismes à l'échelle nationale et européenne* », pronostique Mathilde Dupré, responsable financement du développement.

Volatilité des prix agricoles : un premier rendez-vous manqué à Séoul ?

Alors que la France a fixé comme une priorité de sa présidence du G20 d'ouvrir le chantier de la « *volatilité extravagante des prix des matières premières* »^[1] notamment agricoles, les pays du G20 ne semblent guère favorables à s'attaquer à la volatilité elle-même et à ses causes, et se contentent dans le Plan d'action pluriannuel sur le développement « *d'atténuer et gérer les risques associés à la volatilité des prix agricoles, sans distordre le marché* »,.

La proposition de la France d'impliquer les pays du G20 dans la régulation des marchés agricoles est pourtant la bienvenue au regard des conséquences dramatiques de la volatilité des prix, responsable en 2007/2008 des émeutes de la faim et de la brutale détérioration de la sécurité alimentaire mondiale. « *Lorsque les prix mondiaux des matières premières flambent, ce sont des millions de consommateurs pauvres qui perdent leur accès à l'alimentation. Mais ils n'en profitent guère lorsque les prix chutent, tandis que des millions de producteurs sont ruinés !* souligne Ambroise Mazal. *Les seuls profiteurs sont les spéculateurs et une poignée de multinationales du commerce agricole* ».

En tant que principales puissances économiques, financières et agricoles mondiales, les pays du G20 portent une responsabilité particulière pour traiter ces trois sujets prioritaires pour les pays du Sud et les populations les plus pauvres, premières victimes des crises récentes que nous avons traversées.

^[1] Discours de Nicolas Sarkozy à Montreux, 23 octobre 2010.